

## Article

---

« De la "maison commune européenne" à la désintégration du pacte de Varsovie... et à celle de l'URSS »

Jacques Lévesque

*Études internationales*, vol. 23, n° 1, 1992, p. 37-55.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702965ar>

DOI: 10.7202/702965ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# De la «maison commune européenne» à la désintégration du pacte de Varsovie... et à celle de l'URSS

Jacques LÉVESQUE\*

*ABSTRACT — From the "Common European Home" to the Disintegration of the Warsaw Pact... and also of the USSR*

*By moving rather belatedly towards a controlled democratization of Eastern Europe's political regimes, Gorbachev and his team sought to carry out a vast and ambitious plan to transform the international order in Europe, a plan which was to yield considerable benefits for the USSR. The process having got out of hand, the USSR did not step in to preserve the objectives of its European policy which, at the same time, was seriously compromised. It attempted to adjust to Eastern Europe's new political situation by making, over more than a year, great efforts to preserve the existence of a transformed and renewed Warsaw Pact, seeing in it an indispensable transitory instrument for its new European policy. The collapse of Eastern Europe's regimes and the progressive disintegration of the Warsaw Pact largely contributed to Gorbachev's losing control of the political situation in the USSR and greatly accelerated its breakup.*

De toutes les alliances menacées par les forces plus ou moins aveugles qui poussent à la restructuration de l'ordre international comme conséquence de la fin de la guerre froide, le pacte de Varsovie aura été le premier à disparaître. Ce n'est évidemment pas le fait du hasard. Plus encore, comme dans un jeu de dominos, la fin de la guerre froide a mis fin à l'existence du pacte de Varsovie et en bout de ligne, elle a mis fin à celle de l'URSS elle-même.

---

\* Professeur de science politique, Université du Québec à Montréal. L'auteur tient à remercier son assistant de recherche, M. Daniel Dignard, non seulement pour sa recherche documentaire mais aussi pour de fructueux échanges d'idées.

*Revue Études internationales*, volume XXIII, n° 1, mars 1992

Ces événements des deux dernières années auront montré encore une fois, si besoin était, comment les meilleures intentions politiques sont souvent bien mal récompensées. Car si Gorbatchev et son équipe dirigeante en URSS ont tout fait pour mettre un terme à la guerre froide, ils n'entendaient surtout pas mettre fin par là à l'existence du pacte de Varsovie et encore moins à celle de l'URSS. Ce qu'ils recherchaient en mettant un terme à la guerre froide, c'était la mise en place d'un nouvel ordre international européen dans l'élaboration duquel ils voyaient le pacte de Varsovie comme un instrument nécessaire et privilégié. La modification de la politique soviétique et des relations entre les membres du Pacte devaient être la garante de sa survie et du nouveau rôle qui devait être le sien.

Plusieurs analystes des affaires soviétiques ont affirmé que la fonction première et même la seule raison d'être du pacte de Varsovie avait été pour l'URSS de servir d'instrument de contrôle politique sur les pays de l'Europe de l'Est.<sup>1</sup> C'est là d'ailleurs une des fonctions que les théoriciens des alliances leur attribuent.<sup>2</sup> Mais, on semblait oublier que le pacte de Varsovie servait aussi à projeter la puissance et l'influence politiques de l'URSS au cœur de l'Europe et qu'il a constitué un attribut essentiel de son statut de grande puissance. Si Gorbatchev et la direction soviétique ont facilement abandonné la première fonction à la surprise des observateurs occidentaux, c'est pour assurer les deux dernières qu'ils ont déployé de grands efforts pour maintenir le Pacte en vie.

Dans les vastes et ambitieux desseins de la politique internationale de Gorbatchev, c'était la transformation des régimes politiques de l'Europe de l'Est qui était prévue et non pas leur effondrement et c'est ce qui a causé le plus grand défi à l'existence du pacte de Varsovie. Stephen Walt a noté que les États instables ont tendance à s'aligner avec des États idéologiquement similaires pour promouvoir leur légitimité interne.<sup>3</sup> Du point de vue de régimes des pays d'Europe de l'Est, la légitimation et la protection de leur pouvoir constituaient effectivement presque leurs seules raisons propres d'appartenance au pacte de Varsovie. Leur renversement par leurs opposants politiques posait donc un très difficile problème que l'URSS a tenté de résoudre en proposant à ces derniers de nouvelles raisons d'appartenance au pacte de Varsovie.

- 
1. Certains ont vu là, sa fonction pratiquement exclusive. C'est le cas de Christopher JONES, *Soviet Influence in Eastern Europe: Political Autonomy and the Warsaw Pact*, New York, Praeger 1981. Encore en 1991, Vladimir V. KUSIN écrivait : «le Pacte n'a été depuis le début, vraiment peu de chose de plus qu'un moyen pour les Soviétiques de maintenir leur contrôle sur l'Europe de l'Est...» *Report on Eastern Europe*, 22 février 1991, pp. 43-45.
  2. Robert L. ROTHSTEIN, *Alliances and Small Powers*, New York, Columbia University Press, 1968.
  3. Stephen WALT, *The Origin of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987, pp. 33-43.

Le but de cet article est d'établir le rôle et la place que les dirigeants soviétiques assignaient au pacte de Varsovie dans leurs projets de transformation de l'ordre politique international en Europe et de montrer comment l'Alliance et ses membres ont été affectés par le cours de la politique extérieure soviétique. Il vise aussi à montrer comment l'URSS a tenté de maintenir l'existence du Pacte et à indiquer comment sa désintégration progressive a contribué à la ruine de la politique européenne de Gorbatchev, et ultimement, à celle de sa politique intérieure et au coup d'État d'août 1991 qui a précipité la fin de l'URSS.

## I - L'URSS de Gorbatchev et la division de l'Europe

Parmi les vieux débats et enjeux que l'on croyait éteints et qui ont refait surface d'une façon étonnante en URSS avec la perestroïka, il en est un qui est particulièrement significatif pour éclairer les orientations de la politique extérieure de Gorbatchev. C'est celui qui a opposé les slavophiles et occidentalistes russes au XIX<sup>ème</sup> siècle et qui a traversé tous les courants de la vie politique russe jusqu'à leur extinction avec le triomphe du stalinisme. Il reposait comme on sait sur un sentiment aigu de la profonde altérité de la Russie par rapport à l'Europe dont elle avait été coupée par des siècles de domination mongole. Les slavophiles voyaient dans cette altérité un facteur d'originalité et de force qui devait être cultivé, et s'en félicitaient.<sup>4</sup> Les occidentalistes considéraient au contraire que les particularités sociales économiques et politiques russes étaient autant d'obstacles qui devaient être éradiqués pour que la Russie puisse enfin entrer de plain pied dans le courant principal de la civilisation mondiale, soit celui de l'Europe. On peut dire que cette opposition a traversé le bolchevisme lui-même. À cet égard, Lénine peut être considéré comme occidentaliste dans la mesure où il croyait que la révolution russe ne pourrait survivre si elle n'était pas rapidement récupérée par la révolution européenne. Inversement avec Staline et l'affirmation selon laquelle le modèle soviétique représente le seul modèle de socialisme possible, c'est la Russie qui devient la voie de salut et d'avenir pour l'Europe et non plus le contraire. On assiste alors à la forme la plus achevée du slavophilisme révolutionnaire et messianique. À l'époque, Karl Wittfogel avait affirmé que la collectivisation de l'agriculture et l'interdiction faite aux paysans de quitter la terre équivalait à la restauration du servage et que toute l'entreprise stalinienne était une vaste régression vers le «mode de

4. À gauche, par exemple, les «narodniki» tout en combattant le tsarisme, considéraient que c'était une chance historique que les paysans russes aient échappé à l'influence corruptrice du mercantilisme et du capitalisme et qu'en conséquence un véritable socialisme était davantage possible en Russie qu'en Europe.

production asiatique».<sup>5</sup> C'est bien d'ailleurs dans ces termes que la plupart des intellectuels militants de la perestroïka se sont mis à voir le régime hérité du stalinisme.<sup>6</sup>

La perestroïka peut légitimement être vue comme une nouvelle et ultime version de la bataille entre occidentalistes et slavophiles. Ses principaux dirigeants au sommet, et dans l'ordre de l'«occidentophilie», Yakovlev, Chevardnadzé et Gorbatchev, ont rapidement dressé un constat d'échec du régime brejnévien et à l'instar des occidentalistes du XIX<sup>ème</sup> siècle, considéré que le salut de l'URSS passait par sa réinsertion à l'Europe, sur le plan économique, social, politique et celui des valeurs. Les principaux slogans de la perestroïka: «la démocratisation», les «droits de l'homme», la «revalorisation du rôle de l'individu», la «réduction du rôle de l'État», peuvent être vus comme autant de moyens de rapprocher l'URSS de l'Europe, de nouveau perçue comme porteuse du «courant principal de la civilisation mondiale». Certes, même pour Alexandre Yakovlev, celui que les conservateurs ont considéré comme le plus «liquidateur» des dirigeants réformistes, il était entendu que l'URSS demeurerait socialiste au bout du processus des réformes; mais il devait s'agir d'un socialisme démocratique, pluraliste et imprégné des valeurs occidentales.<sup>7</sup> En simplifiant certes, mais en caricaturant à peine, on pourrait résumer la perestroïka à une vaste tentative de pousser l'URSS vers l'Europe.

Cette longue mise en perspective avait pour but de souligner à fond le caractère hautement prioritaire de la politique européenne de l'URSS de Gorbatchev et de mettre en valeur le sens profond de ses slogans comme «la maison commune européenne» et la nécessité de «transcender la division de l'Europe» qu'on a trop longtemps considérés comme des termes de propagande plus ou moins vides de sens.

Rapidement, Gorbatchev, Chevardnadzé et les responsables de la politique extérieure soviétique se sont attachés, non pas à la tâche de supprimer la division de l'Europe, ce qui ne pouvait être vu comme un objectif réaliste et opérationnel, mais bien à celle consistant à l'atténuer et à la réduire progressivement. Ils s'appliquèrent à le faire en agissant à trois niveaux relativement séparés et qui étaient dans l'ordre de leurs priorités: 1) le militaire, 2) l'économique 3) le niveau des sociétés.

Aux deux premiers niveaux, ils entendaient réduire la division de l'Europe à travers des accords de bloc-à-bloc. Le niveau militaire était considéré comme le plus prioritaire, d'abord en ce qu'il donnait son

5. Karl WITTFOGEL, *Le despotisme oriental*, Paris, Éditions de Minuit, 1964.

6. Voir notamment, L. IONIN, «Konservativny sindrom», *Sotsiologiticeskie issledovaniya*, no 5, 1987.

7. Alexandre YAKOVLEV, *Ce que nous avons voulu faire de l'Urss*, Paris, Le Seuil, 1991; et aussi, Alexandr IAKOVLEV, *Muki prothceniia bytiia – Perestroïka: nadezhdy i real'nosti*, Moscou, Novosti, 1991.

caractère le plus aigu à la division de l'Europe et fondait les inquiétudes occidentales les plus concrètes et les plus immédiates. La confrontation militaire était vue comme la plus dangereuse, la plus «divisive» (au sens anglais du terme) et la plus susceptible de miner la confiance politique. La priorité relevait aussi des objectifs internes de réduction du fardeau économique des dépenses militaires et du rôle des militaires dans le processus politique soviétique. Même si les premières négociations pour la réduction des armements de l'ère Gorbatchev ont été conduites avec les États-Unis, elles ont porté sur les euromissiles et concernaient au premier chef l'Europe. La quantité des concessions unilatérales soviétiques qui devaient conduire au démantèlement et à la destruction de tous les SS-20 et de tous les missiles de portée moyenne en Tchécoslovaquie et en RDA, de même que la non prise en compte des systèmes nucléaires français et britanniques visaient à saisir l'opinion politique européenne et à répondre aux exigences de l'Europe. Les autres inquiétudes européennes qui concernaient les armements conventionnels devaient être prises en compte dans des négociations entre le pacte de Varsovie et l'OTAN qui devaient conduire à des réductions successives et importantes. Les Soviétiques ne réclamaient plus comme ils l'avaient souvent fait pour des raisons de propagande, la dissolution simultanée des deux alliances, sinon comme objectif très lointain. Dans leur approche, le pacte de Varsovie et l'OTAN devaient être les instruments du rapprochement des deux Europes et même servir de fondement structurel à une nouvelle architecture européenne de concertation et de sécurité.<sup>8</sup>

Au niveau économique, il en allait à peu près de même. L'atténuation progressive de la division devait se faire par des accords successifs entre la CEE et le COMECON. On escomptait ici que les choses iraient plus lentement, mais de premiers accords entre les deux organisations économiques internationales furent conclus peu de temps après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir.

Les dirigeants de la perestroïka étaient parfaitement conscients du fait que la nature des systèmes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est était un très important facteur de la division de l'Europe. C'est pourquoi ils considéraient que la glasnost et la démocratisation partielle de la vie politique soviétique étaient des ingrédients actifs de leur politique européenne. On le disait d'ailleurs très explicitement à Moscou. Il n'était évidemment pas question ici de procéder par des négociations de bloc-à-bloc. D'une part, la politique intérieure ne se négocie pas sur le plan international. D'autre part et surtout, une majorité des pays membres du pacte de Varsovie, en particulier, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, ne voulaient pas entendre

8. M. AMIRDJANOV et M. TCHERKASSOV, «Les étages de la maison commune», *La Vie Internationale*, décembre 1988, pp.28-39.

parler quant à eux, d'une perestroïka à la soviétique. Comme Gorbatchev affirmait vouloir respecter davantage qu'auparavant les volontés politiques de ses alliés, il n'entendait pas les contraindre à emprunter la voie soviétique. De plus, les dirigeants de ces pays soutenaient presque ouvertement Ligatchev et les conservateurs de la direction soviétique. Jusqu'en 1988, l'emprise de Gorbatchev sur la direction soviétique était encore mal assurée et comme nous l'a fait remarquer un spécialiste et conseiller soviétique pour les affaires d'Europe de l'Est, Gorbatchev ne voulait pas alors «ouvrir un autre front» contre les conservateurs, ses politiques en matière de réduction des armements et de glasnost rencontrant déjà suffisamment de résistance.<sup>9</sup> Il pouvait croire aussi que le renouvellement de la politique intérieure de la seule URSS pouvait avoir un effet suffisant pour assurer la crédibilité de sa politique européenne. C'est pourquoi jusqu'en 1988 la politique de l'URSS à l'endroit de l'Europe de l'Est demeura largement isolée des autres changements de la politique extérieure. Alors que la politique en matière de désarmement et de rapports Est-Ouest était marquée par le dynamisme et l'innovation c'était l'immobilisme qui semblait prévaloir dans les rapports avec l'Europe de l'Est.

## II - Évolution vs Révolution chez les membres du pacte de Varsovie

Dans la seconde moitié de 1988 les changements dans tous les domaines de la politique soviétique connurent une forte accélération, du fait de l'impatience croissante et caractéristique de Gorbatchev de réaliser l'ensemble de ses objectifs reformulés avec vigueur au début de l'été lors de la XIX<sup>ème</sup> Conférence du Parti. En septembre, Gromyko fut écarté du Politburo. Ligatchev fut relégué à l'agriculture, le Président du KGB remplacé et Alexandre Yakovlev se vit confier la Présidence de la Commission des affaires internationales du Comité Central du Parti. Les rapports de force dans la direction soviétique s'en trouvaient sérieusement modifiés.

Le 7 décembre 1988, pour accélérer la mise en œuvre de sa politique européenne, face à des gouvernements occidentaux encore trop prudents, Gorbatchev annonçait à l'Assemblée générale des Nations Unies, en vue de l'ouverture des négociations de Vienne entre les deux alliances, toute une série de réductions unilatérales et spectaculaires des armements conventionnels soviétiques. Parmi les mesures annoncées, 240 000 soldats soviétiques devaient être retirés de la partie européenne de l'URSS et démobilisés, et 10 000 de l'Europe de l'Est. De

9. Entrevue avec Igor ORLIK, Institut Mezhdunarodnykh Ekonomicheskikh i Politicheskikh Issledovania AN SSSR (Ancien Institut d'Économie du Système Socialiste Mondial), Moscou, le 25 octobre 1991.

plus, 5 000 chars devaient aussi être retirés de ces pays de même que plusieurs systèmes d'artillerie et avions de combat. Des signes de mécontentement des militaires soviétiques, confirmés par la suite appaurent dès lors. Le jour même du discours de Gorbatchev, on annonça à Moscou la démission du Maréchal Akhromeyev, chef d'Etat-major général des forces armées soviétiques. Quelques semaines auparavant, son premier adjoint, le Général Vladimir Lobov, s'était déclaré publiquement défavorable à des réductions unilatérales.<sup>10</sup> Ce n'était pas seulement l'Etat-major militaire soviétique qui s'était opposé aux réductions unilatérales. Une curieuse alliance s'était faite entre celui-ci et les dirigeants politiques conservateurs d'Europe de l'Est. C'était notamment le cas des dirigeants tchèques et est-allemands et on a appris que s'il n'eut été de leurs objections, les réductions soviétiques auraient été plus nombreuses et auraient été annoncées plus tôt.<sup>11</sup> Pour ces dirigeants, les réductions soviétiques ne pouvaient que créer, dans la population de leur pays, une impression de dégagement (si partiel soit-il) de l'URSS, encourager les oppositions et miner la solidité de leurs régimes, déjà isolés et affaiblis du seul fait des changements en cours en URSS. Gorbatchev était certainement conscient du risque et prêt à l'encourir. Des signes assez nets étaient déjà apparus à cet effet.

À plusieurs reprises, en 1986-87 et au début de 1988, Gorbatchev et Chevardnadzé avaient été interrogés sur la persistance de la validité de la doctrine Brejnev et leurs réponses avaient maintenu une certaine ambiguïté.<sup>12</sup> Après l'été 1988, à la suite, nous a-t-on affirmé à Moscou, de débats au sein de la direction, la répudiation de la doctrine devient de plus en plus explicite.<sup>13</sup> A cet égard, l'intention des dirigeants soviétiques était triple. 1) Signaler aux dirigeants ouest-européens qui avaient toujours attaché la plus grande importance à cette question, que les changements dans la politique soviétique étaient effectivement fondamentaux. 2) Bien faire comprendre aux milieux politiques et militaires soviétiques et les préparer à l'effet qu'en aucun cas une nouvelle intervention militaire soviétique pourrait prendre place en Europe de l'Est. Une telle intervention aurait ruiné toute la politique extérieure de l'URSS. 3) Signaler le plus clairement possible aux dirigeants d'Europe de l'Est qu'ils ne pouvaient plus compter sur la force des armes soviétiques pour se maintenir au pouvoir.

10. Voir *Foreign Broadcast Information Service, Soviet Union, Daily Report*, 2 septembre 1988, p.3

11. Voir Karen DAWISHA, *Eastern Europe, Gorbachev and Reform: The Great Challenge*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 212.

12. Voir notamment les réponses de Gorbatchev à ce propos dans *Pravda*, 28 mai 1988.

13. Voir notamment le rapport de Chevardnadzé dans «Nautchno-praktiticheskaia konferentsiia MID SSSR», *Vestnik Ministerstva Inostrannykh Del SSSR*, no 15, août 1988, pp. 27-46.



Cela ne veut surtout pas dire que les dirigeants soviétiques s'attendaient alors à l'effondrement brutal de l'un ou l'autre des régimes d'Europe de l'Est. Le message qu'ils envoyaient de façon de plus en plus pressante à leurs homologues conservateurs d'Europe de l'Est à la fin de 1988 et en 1989 était «qu'il fallait prendre l'initiative en mains» avant d'être débordés par les événements.<sup>14</sup>

Lorsqu'à la fin de 1988, Gorbatchev encouragea le Général Jaruzelski à aller de l'avant avec la légalisation de Solidarité, (appui qui s'avéra décisif pour que Jaruzelski puisse vaincre l'opposition de son Politburo<sup>15</sup>) il savait très bien que l'évolution de la situation polonaise accentuerait la pression sur les régimes conservateurs d'Europe de l'Est. On peut considérer qu'il initia alors une contre-offensive contre ses adversaires extérieurs qui devenaient un obstacle anachronique à l'accélération de sa politique européenne qui rencontrait au début de 1989 des échos et réponses beaucoup plus favorables qu'auparavant, aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest.

Il faut souligner ici avec insistance que Gorbatchev et son entourage considéraient que les changements en Europe de l'Est pourraient se faire sur la base d'un processus relativement contrôlé, étalé sur plusieurs années, tout comme ils avaient pu le faire en URSS, avec succès, jusque-là.

À cet égard, le modèle polonais mis au point en avril 1989 par le Général Jaruzelski et le Syndicat Solidarité, avec l'aval des dirigeants soviétiques, leur apparaissait comme une formule idéale pour l'Europe de l'Est. Selon les termes de cet accord, les élections qui ne devaient être que partiellement libres devaient faire entrer l'opposition au Parlement et éventuellement dans un gouvernement de coalition, mais préserver un rôle dominant et d'arbitre pour le Parti communiste. Ce n'est qu'après quatre ans que les élections devaient être entièrement libres et que le Parti aurait pu alors perdre le pouvoir. Si un processus de transition avait pu être ainsi étalé et contrôlé en Europe de l'Est, les États-Unis, l'OTAN et l'Europe de l'Ouest se seraient sentis davantage obligés de l'encourager pour éviter un retour en arrière, par des concessions économiques et politiques en matière de réduction des armements et de construction d'un nouvel ordre politique européen.

Lorsqu'à l'été 1989 les dirigeants réformistes hongrois, Imre Pozsgay en tête, optèrent pour des élections libres et pour la transformation de leur Parti en parti social-démocrate, ils étaient persuadés

14. Voir les propos de V. FALIN, directeur du Département International du Comité Central du Parti, lors d'une réunion de la Commission politique du Comité Central, dans «Peremeny v tsentralnoi i vostочноi Europe», *Izvestia TsK KPSS*, no 10, 1990, p. 103.

15. Ceci nous a été confirmé lors d'une entrevue avec celui qui était alors le vice-directeur du Département International du CC du PCUS, Valeri MOUSATOV, Moscou, le 28 octobre 1991.

qu'en faisant ce saut audacieux, celui-ci pourrait arriver à se remettre à la tête des événements et reprendre l'initiative politique qui lui était contestée par des groupes encore minoritaires. Gorbatchev et son entourage partageaient ce qui s'avéra *ex post facto* être une illusion. À un rythme certes différent, ils avaient constamment agi en URSS depuis son arrivée au pouvoir, sur la base du même pari politique, croyant que leur audace réformatrice, non seulement n'allait pas amener la débâcle, mais constituait le plus sûr moyen de la prévenir. Yakovlev en particulier considérait que la légitimité peut se reconquérir par qui sait prendre l'initiative.

C'est dans le cas de la RDA, que ce que j'appelle l'«illusion réformiste» de Yakovlev, Chevardnadzé et Gorbatchev se démontre le mieux. Après avoir contribué à déstabiliser Honecker, la direction soviétique crut que l'ouverture du mur de Berlin par Egon Krenz allait donner à son régime un souffle nouveau et pouvoir stabiliser quelque peu les choses. Le jour de l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre, le porte-parole de Chevardnadzé affirmait: «Ces changements vont dans la bonne direction. Nous évoluons de l'Europe divisée de l'après-guerre vers la maison commune européenne.»<sup>16</sup> Le discours soviétique changea brusquement lorsque les événements continuèrent à se précipiter en RDA, et après que le chancelier Kohl eut commencé à parler de réunification, en prenant même ses alliés par surprise. Par tous les moyens diplomatiques et politiques, les dirigeants soviétiques cherchèrent à s'opposer à une réunification qu'ils qualifiaient d'«artificielle» et «complètement prématurée». Ils commençaient à se rendre compte que le processus risquait de leur échapper complètement. Ils mirent alors tout leur poids derrière le plan Modrow pour «une communauté contractuelle entre les deux États allemands». Ce qu'ils recherchaient, c'était, encore une fois, comme au niveau de toute l'Europe, une atténuation progressive de la division de l'Allemagne dans un processus où chaque concession est-allemande et soviétique aurait entraîné des concessions ouest-allemandes et occidentales, ici encore, en matière économique, de désarmement et de détermination du futur statut international de l'Allemagne dans un cadre institutionnel européen dans la mise en place duquel ils entendaient jouer un rôle de premier plan.

### III - Sauver le pacte de Varsovie

S'il a fallu plusieurs semaines après l'ouverture du mur de Berlin en novembre 1989 pour qu'ils commencent à s'en rendre compte, c'est bien en RDA que se sont effondrés l'Europe de l'Est, le pacte de Varsovie

16. Voir: *Les Six mois qui ont ébranlé le monde*, chronologie établie par Charles Van Der Donckt, sous la direction de Albert Legault, CQRI, Québec, mars 1990, p. 148.

et le «rêve européen» de Gorbatchev et de son équipe. Au mois d'août, devant la difficulté pour Jaruzelski de former un gouvernement de coalition sous direction communiste, Gorbatchev avait accepté que la coalition soit ultimement dirigée par Mazowiecki.<sup>17</sup> Les communistes détenaient des postes-clés et avaient encore de puissants leviers entre les mains. Jaruzelski pouvait en tout temps révoquer le nouveau gouvernement. Avant l'investiture de Mazowiecki, l'URSS avait exigé et facilement obtenu des dirigeants de Solidarité qu'ils s'engagent à respecter les obligations internationales de la Pologne au sein du pacte de Varsovie. Encore en octobre, le pari des communistes réformistes hongrois ne paraissait pas illusoire. Des sondages indépendants leur accordaient en vue des prochaines élections près de 40 % des suffrages, ce qui en aurait fait de loin le principal parti et pivot de la vie politique hongroise. C'est dans l'irrésistible poussée vers l'absorption de la RDA par la RFA que toute l'Europe de l'Est s'est engouffrée.

Avant que celle-ci ne se manifeste clairement, le porte-parole de Chevardnadzé avait déclaré au début de novembre, en faisant référence à ce que l'URSS avait accepté en Pologne, que «Moscou ne verrait pas d'objection à l'arrivée d'un gouvernement non communiste à Berlin-Est à la condition que la RDA demeure dans le pacte de Varsovie».<sup>18</sup>

Que l'URSS ait été prête à accepter des régimes non communistes en Europe de l'Est témoignait déjà d'un changement extraordinaire dans sa politique extérieure et du sérieux de sa politique européenne. C'était là aussi le témoignage jusqu'alors le plus fort de la profondeur des transformations intervenues à l'intérieur de l'URSS, lorsqu'on sait l'importance que revêtait l'existence du «système socialiste mondial» dans le système de légitimation du pouvoir soviétique.

Si les dirigeants réformateurs de l'URSS étaient prêts à se résigner à l'abandon du «système socialiste mondial», ils n'étaient cependant pas prêts à accepter à l'abandon des positions internationales de leur pays. Vers la fin de janvier 1990, il leur fallut se rendre à l'évidence que rien ne pourrait plus empêcher la réunification allemande, sinon une action militaire, déjà exclue et qui aurait ruiné toute leur politique européenne. Tous leurs efforts politiques furent donc concentrés, à partir de là, et pour plusieurs mois, à empêcher non plus l'inévitable réunification, mais l'intégration pure et simple de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN. Dans leur opposition à cette exigence occidentale qui leur apparut comme la plus insolente entre toutes, ils invoquèrent à l'instar des militaires soviétiques des questions de sécurité. Mais, pour Gorbatchev, Yakovlev et Chevardnadzé, il ne s'agissait pas principalement d'une question de sécurité militaire, mais d'un problème politique

17. Charles GATI, *The Bloc that Failed: Soviet East European Relations in Transition*, Bloomington, Indiana University Press, 1990, p. 168.

18. Voir: *Les Six mois qui ont ébranlé le monde. op. cit.*, p. 148.

autrement plus important. Si l'Allemagne était intégrée à l'OTAN, le pacte de Varsovie avait de fortes chances de disparaître et l'URSS risquait alors d'être tenue à l'écart des institutions politiques et économiques internationales de l'Europe, d'être complètement marginalisée dans les affaires politiques européennes et renvoyée aux franges de l'Asie. Or, comme nous l'avons déjà souligné, le principal objectif de la perestroïka en politique extérieure, était justement d'intégrer l'URSS à l'Europe, structurellement et le plus solidement possible. Le pacte de Varsovie constituait le seul instrument d'ancrage de l'URSS dans les affaires européennes. Il était le principal attribut de son statut de puissance européenne et de grande puissance. Il lui assurait une certaine symétrie avec les États-Unis dans les négociations concernant le désarmement et l'avenir politique de l'Europe. Paradoxalement, avec la réduction de leur influence politique directe sur les gouvernements de l'Europe de l'Est, le pacte de Varsovie apparaissait aux dirigeants soviétiques comme plus indispensable que jamais. On comprend mieux ainsi les grands efforts qu'ils déployèrent pour tenter de le sauver ou pour mettre en place une institution internationale susceptible de remplir la fonction essentielle qu'ils lui attribuaient.

Avec la menace que les exigences occidentales en matière de réunification allemande faisaient planer sur l'existence du pacte de Varsovie, les dirigeants soviétiques remirent dans leurs propos le vieux thème de la dissolution des deux alliances, mais dans un sens très particulier. Tout au cours de la première moitié de 1990, tout en refusant la perspective d'une Allemagne réunifiée au sein de l'OTAN, ils insistèrent constamment pour que la détermination finale de son statut international soit «organiquement lié et synchronisé» à la mise en place d'un nouveau système de sécurité collective en Europe à travers le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE. Ce système de sécurité collective qui aurait remplacé les deux alliances lui aurait fourni le cadre de son appartenance à l'Europe et de son influence. Mais comme on le sait, les États-Unis et les gouvernements ouest-européens considéraient que la sécurité européenne était quant à eux mieux assurée dans le cadre plus familier et plus éprouvé de l'OTAN. Dans leur désarroi, les dirigeants soviétiques proposèrent tour à tour plusieurs formules alternatives. C'est ainsi qu'ils proposèrent la neutralité et la démilitarisation de l'Allemagne, ou son appartenance à l'organisation politique mais non militaire de l'OTAN, à l'instar de la France, ou encore son appartenance simultanée à l'OTAN et au pacte de Varsovie. Les deux premières formules avaient quelque chose de commun. Elles auraient vite rendu l'OTAN virtuellement désuète elle aussi, et créé chez les Occidentaux un sentiment de plus grande urgence à mettre en place un système de sécurité collective européen avec une participation soviétique, capable d'encadrer l'Allemagne.

De façon très catégorique et révélatrice, Gorbatchev affirmait dans une entrevue au *Time Magazine* en juin 1990, peu avant un sommet avec Bush: «Peu importe ce qu'on dit maintenant au sujet de l'OTAN, pour nous c'est un symbole du passé, d'un dangereux passé de confrontation, et nous n'accepterons jamais de lui attribuer le rôle dirigeant dans la construction d'une nouvelle Europe.»<sup>19</sup> Au regard de Gorbatchev, le grand tort de l'OTAN était évidemment qu'elle excluait l'URSS. Peut-être en désespoir de cause et sans doute sans se faire cette fois grande illusion, il finit par proposer à Bush lors du sommet de juin 1990, l'entrée de l'URSS dans l'OTAN....Il obtint une boutade comme réponse.

Du point de vue soviétique, la formule idéale aurait été la double appartenance de l'Allemagne à l'OTAN et au pacte de Varsovie. D'une façon tout à fait typique de ce que j'appellerai l'idéologie «initiativiste» de la perestroïka, le vice-directeur de l'Institut d'Europe de l'Académie des Sciences de l'URSS, Sergeï Karaganov, nous affirmait en octobre 1991, longtemps après la dissolution du Pacte et après le début du démembrement de l'URSS: «Si nous avions proposé la double appartenance, dès novembre 1989 avant que la réunification n'apparaisse comme absolument inévitable, les dirigeants ouest-allemands et occidentaux l'auraient considéré comme une proposition inespérée. Je suis sûr à 90 % qu'ils l'auraient acceptée et le pacte de Varsovie aurait ainsi été sauvé.»<sup>20</sup>

Même si la défection complète de la RDA hypothéquait sérieusement l'avenir du Pacte, les dirigeants soviétiques ont cependant cru qu'il pourrait éventuellement survivre avec ses autres membres et ils ont déployé des efforts à cet effet. Avec évidemment de beaucoup plus grands espoirs avant que le sort de l'Allemagne réunifiée ne soit scellé lors de la rencontre Kohl-Gorbatchev de juillet 1990. D'ailleurs, au début du processus révolutionnaire d'Europe de l'Est, les dirigeants soviétiques avaient de bonnes raisons d'entretenir de tels espoirs.

Tout juste avant son accession à la Présidence de la Tchécoslovaquie, Vaclav Havel avait affirmé comme ses homologues polonais, que son pays demeurerait membre du pacte de Varsovie. Il avait même déclaré qu'un retrait complet des troupes soviétiques de son pays devait faire partie du processus de réduction des forces conventionnelles en Europe et être synchronisé avec celui-ci. Il prenait ainsi une position parfaitement en harmonie avec celle de l'URSS. Il devait cependant rapidement changer d'avis là-dessus. Dans la foulée de la «révolution de velours», plusieurs manifestations populaires demandaient le retrait immédiat et complet des 75 000 soldats soviétiques. De plus, les conseillers de Havel lui firent remarquer que l'entrée des troupes

19. *Time*, 4 juin 1990.

20. Entrevue avec Sergeï KARAGANOV, Institut d'Europe, Moscou, 29 octobre 1991.

soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968 n'avait rien eu à voir avec l'équilibre militaire en Europe. À sa demande, l'URSS accepta d'ouvrir des négociations, dès le 15 janvier 1990 pour un retrait que les nouvelles autorités tchécoslovaques voulaient voir compléter avant la fin de l'année. Malgré les objections des militaires qui invoquaient des problèmes logistiques et notamment celui qui allait s'avérer très aigu, du relogement des officiers et soldats en URSS, Chevardnadzé fit mener rondement les négociations et un accord fut conclu pour que le retrait soit complété pour juin 1991. Lorsqu'il devint la cible des attaques des conservateurs et des militaires soviétiques à partir de l'été 1990, Chevardnadzé allait se le voir durement reprocher. En accédant de bonne grâce aux exigences de la Tchécoslovaquie, Chevardnadzé entendait préserver l'avenir des relations avec elle et précisément contribuer à sauver l'existence du pacte de Varsovie. Ce fut un peu le même scénario avec la Hongrie. Avant même la Tchécoslovaquie, le gouvernement communiste réformiste hongrois avait commencé à demander un retrait des troupes soviétiques pour se faire une nouvelle légitimité politique interne en vue des élections qui devaient avoir lieu au printemps 90. En décembre 1989, tout en tentant de présenter la mesure comme faisant partie de la politique soviétique de désarmement conventionnel en Europe, le ministre de la Défense, le Général Yazov avait annoncé un retrait «unilatéral» de 6 000 soldats de Hongrie. Cependant, le gouvernement hongrois estimait que c'était insuffisant. Il demandait et obtint un retrait complet et très rapide. Un accord définitif fut finalement annoncé le 10 mars quelques jours seulement avant les élections hongroises. Là encore il s'agissait de ménager l'avenir du pacte de Varsovie dans les deux pays où il rappelait les plus mauvais souvenirs, ayant servi de cadre et d'instrument aux interventions militaires soviétiques qui avaient mis fin aux tentatives de changement politique.

Le seul autre pays du Pacte (outre la RDA) où se trouvaient stationnées des troupes soviétiques était la Pologne où le nouveau gouvernement était moins pressé de les voir partir en raison de l'ambiguïté que le chancelier Kohl avait momentanément laissé planer au début de 1990 quant à la reconnaissance définitive des frontières occidentales polonaises. C'était d'ailleurs le seul pays qui avait alors (et provisoirement) un véritable intérêt de sécurité tangible au maintien du Pacte comme alliance. Mais après les garanties obtenues dans le cadre de la conférence «deux plus quatre» à laquelle elle fut invitée à participer, cet intérêt se dissipa, et elle demanda à son tour le retrait des troupes soviétiques.

Auparavant, en mai 1990, à l'occasion du 35<sup>ème</sup> anniversaire du Traité, le commandant des forces armées du Pacte, le Général Louchev affirmait que le retrait des troupes de Hongrie et de Tchécoslovaquie se faisait sur la base d'ententes bilatérales avec ces deux pays et non

comme décision collective du Pacte et qu'en conséquence «il ne signifiait certainement pas la liquidation de ses forces armées unifiées». <sup>21</sup> Se disant confiant dans son avenir il rappelait avec insistance que tous les nouveaux dirigeants des États membres s'étaient engagés à «poursuivre l'accomplissement des obligations de leurs pays à l'endroit du Pacte».

Assez rapidement, dès le début de 1990, les dirigeants politiques et les théoriciens soviétiques de la perestroïka comprenaient quant à eux, que le pacte de Varsovie n'avait plus beaucoup de perspectives comme organisation militaire et c'est sur l'importance de son maintien comme organisation politique qu'ils se mirent surtout à insister. Reprenant plusieurs arguments qu'il avait formulés dès l'automne 1989, un des brillants intellectuels réformistes de l'ISKAN, Andreï Kortunov, énumérait plusieurs raisons qu'il estimait des plus valables pour le maintien d'un pacte de Varsovie renouvelé et transformé surtout en organisation de concertation politique internationale. <sup>22</sup> Parmi celles-ci, il affirmait qu'autant les pays de l'Est que l'URSS éprouveraient des difficultés à se faire accepter sur un pied d'égalité comme partenaires des pays de l'Ouest dans les institutions ouest-européennes. En conséquence, il affirmait qu'ils avaient intérêt à rester regroupés et à se concerter pour négocier collectivement et donc avec plus de poids et d'efficacité les conditions de leur intégration aux structures et institutions européennes. <sup>23</sup> L'argument était certainement très valable du point de vue des intérêts soviétiques. Il en allait cependant différemment pour ceux des pays d'Europe de l'Est. Ceux-ci se rendirent rapidement compte qu'avec l'énormité de ses problèmes économiques et politiques, l'URSS ne pouvait être pour eux qu'un boulet à traîner dans leurs négociations avec l'Europe de l'Ouest. Le regroupement qui se fit à cette fin fut celui de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne qui se considéraient mieux placées que les autres pour obtenir des conditions plus avantageuses.

Kortunov et Bezrukov affirmaient aussi qu'une «liquidation unilatérale» du pacte de Varsovie «pouvait exercer une influence déstabilisatrice sur les relations Est-Ouest». <sup>24</sup> Ils allaient même jusqu'à s'appuyer, ce faisant, sur un article du théoricien américain des alliances, Stephen Walt, publié en URSS. <sup>25</sup> Ici encore la disparition du Pacte ne pouvait être que plus néfaste aux rapports entre l'URSS et l'Ouest qu'à

21. «Varshavskomu Dogovoru - 35 let», *Krasnaia Zvezda*, 13 mai 1990.

22. M.E. BEZRUKOV et A.V. KORTUNOV, «Nuzhna reforma OVD», *SSH A - EPI*, no 3, mars 1990, pp.30-35

23. Voir aussi, des mêmes auteurs, «What Kind of an Alliance do We Need?» *New Times*, (*Novoe Vremia*), no. 41, 1989, pp.7-9.

24. «Nuzhna reforma OVD», *ibid.*

25. Steven (sic) WALT, «Sokhranenie mira v Evrope : podderzhanie status-kvo», *SSH A - EPI*, no. 2, février 1990.

ceux de l'Europe de l'Est avec l'Ouest. Si les États-Unis et l'OTAN pouvaient craindre une déstabilisation en Europe du fait d'une résurgence possible des conflits entre les pays de l'Europe de l'Est, ceux-ci ne voulaient plus de l'URSS comme seul ou principal arbitre de ces conflits.

Malgré le refus de le reconnaître de la plupart des Soviétiques, les intérêts communs entre l'URSS et les nouveaux régimes d'Europe de l'Est pour fonder une alliance étaient bien minces et fragiles. On invoquait aussi à Moscou l'importance des échanges économiques entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est... mais ils allaient s'effondrer rapidement. Les militaires faisaient valoir que tout l'équipement des armées est-européennes était soviétique, que les partenaires de l'URSS n'avaient pas les devises pour se rééquiper à l'Ouest et qu'en conséquence la coopération militaire avec l'URSS demeurait dans leur intérêt.<sup>26</sup> Ils furent les plus lents à se rendre compte que le Pacte perdait rapidement toute substance.<sup>27</sup> Les difficultés de développer une alliance fondée sur des intérêts politiques communs se manifestèrent de façon éclatante lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des États membres du Pacte qui eut lieu à Prague en mars 1990. L'obtention de la neutralité de l'Allemagne réunifiée constituait alors le principal objectif de la politique extérieure soviétique. Sur cette question fondamentale pour elle, l'URSS se trouva complètement isolée parmi ses «alliés». Seule la Bulgarie s'abstint de prendre clairement position.

En fait, la principale raison pour laquelle les nouveaux dirigeants de l'Europe de l'Est acceptèrent pendant quelques mois de ne pas remettre en cause l'existence du pacte de Varsovie en fut une de «reconnaissance» ou de «gratitude» à l'endroit de Gorbatchev pour la tolérance dont l'URSS avait fait preuve durant les révolutions est-européennes de 1989. Ils entendaient ainsi ne pas nuire au processus de transformations qu'il avait introduit dans la politique intérieure et extérieure de l'URSS. C'était une base bien mince pour le maintien d'une alliance. Ils prenaient aussi en compte la volonté de l'OTAN de ne pas voir bousculer trop rapidement le cadre dans lequel se poursuivaient toujours les négociations entamées avant les révolutions de 1989 sur la réduction des armements conventionnels en Europe. Ce fut donc par inertie que le Pacte exerça encore des fonctions militaires jusqu'à la conclusion des accords sur les FCB à l'automne 1990. Ce fut d'ailleurs une expérience pénible pour les militaires soviétiques. Des quotas de réduction avaient été assignés au pacte de Varsovie dans son ensemble et ses membres devaient se partager entre eux les réductions à effectuer.

26. Voir l'analyse du Colonel MARKOUSHIN, «Vostotchnaia Evropa i my» *Krasnaia Zvezda*, 26 octobre 1990.

27. Voir aussi : «Syd'ba Varshavskogo Dogovora», *Krasnaia Zvezda*, 17 juin 1990.



On assista alors à une situation paradoxale qui montrait bien l'anachronisme du pacte de Varsovie. Il s'opéra une alliance tacite entre les membres de l'OTAN et les membres non soviétiques du pacte de Varsovie pour que l'URSS assume le maximum des réductions imparties au pacte de Varsovie comme ensemble.<sup>28</sup>

Déjà, les pays d'Europe de l'Est avaient repris alors le contrôle effectif de leurs forces armées et l'organisation militaire du Pacte, comme commandement intégré avait perdu toute signification.

#### IV - La fin du pacte de Varsovie et celle de l'URSS

Comme nous l'avons déjà signalé, le principal ciment du pacte de Varsovie avait été l'idéologie commune et du point de vue des pays d'Europe de l'Est il servait essentiellement à la légitimation et à la protection du pouvoir des régimes en place. Il répondait donc bien davantage aux intérêts des régimes politiques plutôt qu'à ceux des États d'Europe de l'Est. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que l'organe suprême du Pacte, la Commission politique consultative était formée par les Secrétaires généraux des partis communistes plutôt que par les chefs d'État ou de gouvernement des États membres, bien qu'il y eût souvent, mais pas toujours, cumul de ces fonctions. Cette situation changea évidemment en 1990, mais la difficulté demeurerait évidemment de trouver de nouveaux intérêts communs viables et suffisamment solides. Les théoriciens des alliances qui insistent sur l'importance de la cohésion idéologique dans le maintien des alliances se verront sans doute confortés par le destin du pacte de Varsovie et par le fait que les deux États d'Europe de l'Est qui poussèrent le moins à sa désintégration furent la Bulgarie et la Roumanie où les communistes réformateurs de mouvance «gorbatchévienne» se trouvaient au pouvoir.

Les trois pays qui jouèrent le rôle décisif à cet égard furent la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne qui avaient constitué un groupe qui demeure fragile et précaire, pour la coordination de divers aspects de leur politique extérieure. Leur souci de ménager quelque peu Gorbatchev et sa politique réformatrice disparut à la fin de 1990 avec l'élargissement du fossé politique qui survint alors entre eux et l'URSS comme conséquence du changement dans l'équilibre des forces politiques à Moscou.

Dans les mois qui précédèrent la démission de Chevardnadzé le 20 décembre 1990 et le virage conservateur de la politique soviétique, ils s'étaient contentés de demander la dissolution des structures militaires du Pacte et sa transformation en organisme politique consultatif.

28. Douglas L. CLARKE, «The CFE Talks: One against Twenty-Two», *Report on Eastern Europe*, 5 octobre 1990, pp.41-44.

Une réunion au sommet des États membres du Pacte devait avoir lieu à cet effet au début de novembre. L'URSS s'y était en apparence résignée et un conseiller de Gorbatchev, G. Batenin, avait déclaré que le commandement conjoint et l'État-major du Pacte seraient dissous et que de nouvelles structures politiques seraient mises en place.<sup>29</sup> La réunion au sommet fut d'abord remise à décembre à la demande des Soviétiques qui préféraient attendre après la Conférence de la CSE pour pouvoir se présenter à celle-ci en meilleure position institutionnelle. Le sommet du Pacte n'eut pas davantage lieu en décembre et fut encore repoussé à la demande de l'URSS.

Pendant ce temps, les événements prenaient une tournure inquiétante. Les militaires faisaient alors un retour en force dans la vie politique soviétique. En démissionnant, Chevardnadzé mettait en garde contre un danger imminent de dictature sans préciser si le danger existait par ou contre Gorbatchev.<sup>30</sup> Quelques semaines plus tard, à la mi-janvier 1991, le danger paraissait se concrétiser avec les brutales opérations de répression lancées contre la Lituanie et la Lettonie et qui firent plusieurs morts.

Ces événements causèrent un vif émoi en Europe de l'Est. On y craignait un coup d'État militaire en URSS en redoutant que le pacte de Varsovie ne serve d'instrument ou de prétexte sinon à une tentative de reprise en main de l'Europe de l'Est, du moins à des tentatives d'intimidation ou de pression. Au même moment, alors que le gouvernement polonais réclamait un accord immédiat pour un retrait rapide des troupes soviétiques de Pologne, il se voyait répondre par le commandant de ces forces, le Colonel-général Doubinin, que celles-ci quitteraient quand l'URSS serait prête à y procéder et «à ses conditions».<sup>31</sup> C'est dans ce contexte que se réunirent à Budapest, le 21 janvier 1991, les ministres des Affaires étrangères de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Sous menace d'un retrait unilatéral de leurs pays du Pacte, ils exigèrent que le sommet plusieurs fois différé se tienne au plus tard à la mi-mars 1991, pour procéder à la dissolution immédiate de ses structures militaires et pour fixer une date pour sa dissolution complète. Ils exigeaient que cette dernière se fasse au plus tard en mars 1992. Une conférence de la CSE devait se tenir alors à Helsinki.<sup>32</sup> La date limite proposée se voulait une ultime concession à Gorbatchev qui avait toujours insisté pour qu'un lien soit fait entre l'effacement des alliances et un renforcement institutionnel paneuropéen, qui demeurait dans la réalité, faible et symbolique.

29. Voir, Vladimir V. KUSIN, «Security Concerns in Central Europe», *Report on Eastern Europe*, 8 mars 1991, pp. 25-40.

30. Voir le texte de son discours dans *Izvestia*, 21 décembre 1990.

31. *Znamia Pobeda*, 15 janvier 1991.

32. Voir KUSIN, *op. cit.*, pp.25-40.

Devant le danger de retraits unilatéraux qui auraient fait perdre la face à l'URSS, Gorbatchev accepta qu'une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de tous les États membres du Pacte se tienne à Budapest le 25 février pour dissoudre ses structures militaires. Entre temps, il espérait encore convaincre ses partenaires de maintenir le Pacte comme organisation politique. Mais lors de la réunion du 25 février, il fut décidé de dissoudre les structures militaires du Pacte à la fin de mars et de tenir une réunion au sommet le 1<sup>er</sup> juillet 1991 pour fixer les termes et le calendrier de la dissolution complète de ce qui devait rester de ses structures politiques.

Sans doute pour s'éviter une humiliation personnelle, Gorbatchev ne se présenta pas à la réunion au sommet du 1<sup>er</sup> juillet, à Prague, où fut signé le protocole de dissolution complète du Pacte; il se fit représenter par son vice-président, Gennady Yanaïev qui devait diriger le coup d'État contre lui le mois suivant. Interrogé au téléphone par la télévision russe, le 1<sup>er</sup> juillet, sur la signification du sommet de Prague, le ministre de la Défense, le Général Yazov (lui aussi un des principaux acteurs du coup d'État) déclara que «les militaires n'avaient entièrement rien à voir avec cet événement» et refusa d'accorder toute entrevue.<sup>33</sup>

L'effondrement précipité et simultané des régimes politiques d'Europe de l'Est, la désintégration du pacte de Varsovie et surtout leurs conséquences désastreuses pour les grands desseins européens de Gorbatchev, furent le plus grand fiasco de sa politique extérieure. Jusqu'en 1989, le dirigeant soviétique avait constamment détenu l'initiative dans les affaires internationales. La retenue et le comportement de l'URSS pendant que s'effondraient les régimes d'Europe de l'Est, marquèrent l'apothéose de sa nouvelle politique extérieure en confirmant de façon éclatante sa crédibilité. Mais les événements de 1989 entraînèrent en même temps la ruine de sa politique européenne dont nous avons voulu montrer le caractère prioritaire. À partir de là, Gorbatchev perdit complètement l'initiative dans les affaires internationales.

La débâcle de l'influence et des intérêts soviétiques en Europe de l'Est contribua aussi de différentes façons à faire perdre à Gorbatchev et à son équipe, le contrôle du processus politique à l'intérieur de l'URSS qu'ils avaient relativement su bien garder en main jusque-là. Tout de suite après les élections au Soviet suprême de Lituanie, en mars 1990, les dirigeants nationalistes lituaniens furent suffisamment enhardis par ce qui venait de se passer à leurs frontières occidentales, en Europe de l'Est pour proclamer immédiatement et unilatéralement l'indépendance de leur pays. Ils furent rapidement suivis en cela par ceux de l'Estonie et de la Lettonie.

---

33. *Foreign Broadcast Information Service, Soviet Union, Daily Report, 5 juillet 1991, p.1.*

Jusqu'au début de 1990, la politique internationale avait été le domaine des plus grands succès de la perestroïka. Le caractère ambitieux, volontariste et prométhéen de son entreprise de rénovation du système international et les succès remportés auprès de l'opinion publique mondiale et de plusieurs gouvernements occidentaux, avaient contribué à neutraliser les forces conservatrices en URSS. Comme l'a souligné le directeur de l'Institut d'Europe de l'Académie des Sciences, Vitali Jourkin : «L'importance des événements d'Europe de l'Est vient aussi de ce que pour la première fois, la politique extérieure qui avait été le domaine des succès ininterrompus de la perestroïka, est entrée dans la sphère de la lutte politique.»<sup>34</sup> Le même Jourkin nous affirmait lors d'une entrevue à Moscou, le 25 octobre 1991, que les événements d'Europe de l'Est et la désintégration du pacte de Varsovie avaient été un des principaux catalyseurs politiques qui ont conduit au coup d'État d'août 1991.

Deux spécialistes des questions militaires en URSS, Thierry Malleret et Jean-Christophe Romer ont montré comment les militaires soviétiques qui étaient dans l'ensemble demeurés disciplinés face à la direction politique ont commencé à joindre leur voix au torrent des critiques conservatrices qui a déferlé contre elle, à partir de la seconde moitié de 1990. Pour les officiers supérieurs conservateurs qui ont fait entendre leur voix, la «perte de l'Europe de l'Est» et la désintégration du pacte de Varsovie ont été leur cheval de bataille.<sup>35</sup>

Comme on le sait, le coup d'État raté du 19 août 1991 qui avait pour but d'empêcher l'éclatement de l'URSS a donné un fantastique coup d'accélérateur à sa désintégration. Avec l'indépendance des pays baltes, de l'Ukraine et de la Biélorussie, la Russie se trouve maintenant géographiquement plus éloignée qu'auparavant de l'Europe. L'ampleur des problèmes économiques et politiques auxquels elle fait face pourrait maintenir longtemps cet éloignement qui continue de préoccuper ses dirigeants d'aujourd'hui.

34. «Peremeny v tsentralnoi i vostotchnoi Evrope», *Izvestia TSK KPSS*, no 10, 1990, p.108.

35. Jean-Christophe ROMER, «L'URSS, ses militaires et l'Allemagne réunifiée», *Revue d'Allemagne*, avril-juin 1991, pp. 253-263, et Thierry MALLERET, «L'attitude des militaires face à la dissolution du Pacte de Varsovie», étude non publiée, présentée au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, le 13 novembre 1991.